



**CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE
PUBLIC AU PROFIT DU SERVICE
DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

Entre, d'une part,

la Ville de Fécamp, dont le siège est situé 1 place du Général Leclerc à Fécamp (76400), identifiée sous le numéro SIREN n° 217 602 508, représentée par Mme Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, son Maire, agissant en vertu de la délibération n° 3 du Conseil Municipal du 14 avril 2014,

ci-après dénommée, « la Ville »,

et, d'autre part,

le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime, dont le siège est situé à Yvetot – 6 rue du Verger, représenté par M. André GAUTIER, son Président, dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommé, « le S.D.I.S. »,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : objet

La présente convention a pour objet l'utilisation par le S.D.I.S. de dépendances du domaine public communal ci-après défini et dans les conditions suivantes.

Article 2 : durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} novembre 2015.

Elle pourra être renouvelée pour la même durée sur demande expresse du S.D.I.S. acceptée expressément par la Ville.

.../...

Article 3 : désignation des lieux

Les dépendances, objet des présentes, sont constituées du bâtiment dénommé « Pavillon Saint-Louis » et du parking situé entre le bâtiment central et ledit pavillon, sis 5 rue Henri Dunant à Fécamp.

La Ville se dégage de toute responsabilité concernant l'état desdites dépendances, le S.D.I.S. déclarant bien connaître les lieux pour les avoir visités.

Un état des lieux est réalisé par les parties à la prise d'effet de la convention et, dans les mêmes conditions, en fin de convention.

Article 4 : travaux

La cour du site Henri Dunant ne pourra faire l'objet d'aucun aménagement de la part du S.D.I.S. sans l'accord exprès et écrit de la Ville.

En cas d'aménagements, autorisés ou non, la Ville peut demander la remise en l'état initial au S.D.I.S.

Article 5 : destination

Les dépendances mises à disposition sont destinées à permettre au S.D.I.S. de réaliser des exercices en intervention au profit de son personnel. Le site doit être utilisé dans le cadre normal de l'instruction.

Les mesures de sécurité sont à la charge du S.D.I.S. L'utilisation est strictement limitée au périmètre du site.

Sauf accord exprès et écrit donné par la Ville, le S.D.I.S. ne peut se livrer à aucune autre activité. La Ville conservant le droit d'utiliser les lieux mis à disposition en vertu des présentes, le S.D.I.S doit consulter la Ville, pour accord, quinze jours avant chaque opération.

L'utilisation de la cour du site Dunant se fera dans le respect des lois et règlements relatifs à la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques. A ce titre, le S.D.I.S. s'engage à ne pas réaliser d'exercices susceptibles d'engendrer des nuisances pour le voisinage.

Article 6 : sous-location - incessibilité des droits

Sauf autorisation expresse et écrite de la Ville, il est interdit au S.D.I.S. de sous-louer ou prêter, à titre permanent ou non, les biens objet de la présente convention.

Par ailleurs, le S.D.I.S. ne peut céder, totalement ou partiellement, les droits qu'il tient de la présente convention.

Article 7 : modalités financières

Les droits consentis au S.D.I.S. le sont à titre gracieux.

.../...

Article 8 : responsabilités

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, le S.D.I.S. supporte seul les dommages (matériels, corporels ...) causés du fait de son activité (par son personnel notamment) aux parties à la présente convention ainsi qu'aux tiers, et les indemnise en conséquence.

En particulier, le S.D.I.S. est tenu de procéder à la remise en état des biens mis à disposition ou de verser à la Ville une indemnisation correspondant à ce coût, en cas de dommage causé auxdits biens du fait de son activité.

En aucun cas, la responsabilité de la Ville ne saurait être recherchée dans le cadre de la présente convention.

Article 9 : tolérance

Aucun fait de tolérance par la Ville, même répété, ne saurait constituer une renonciation tacite de celle-ci à quelque stipulation de la présente convention.

Article 10 : fin de la convention

La présente convention prend fin de plein droit le 31 octobre 2016. Elle peut néanmoins être renouvelée dans les conditions prévues à l'article 2.

Toutefois, la présente occupation étant consentie à titre précaire et révocable, la Ville peut résilier la convention à tout moment pour tout motif d'intérêt général. Sauf nécessité impérieuse, une telle résiliation doit être précédée d'un préavis de deux mois, notifié par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

Il est convenu, qu'en cas de décision de cession ou de réaffectation des dépendances objet des présentes, la Ville peut mettre un terme à la mise à disposition. Cette décision est notifiée au S.D.I.S. Aucun délai de préavis n'est requis dans ce cas.

De même, le S.D.I.S. peut résilier la présente convention avant son terme à tout moment, quelle qu'en soit la raison. Cette demande doit être notifiée par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, moyennant le respect d'un préavis d'un mois.

Par ailleurs, en cas de trouble manifeste à l'ordre public ou de non-respect de l'une ou l'autre stipulation de la présente convention, celle-ci est résiliée immédiatement et de plein droit, sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résolution en justice, un mois après une mise en demeure du S.D.I.S. restée infructueuse.

Fait, en deux exemplaires, à Fécamp, le ...1 NOV. 2015...

Le Président
du Service d'Incendie et de Secours
de Seine-Maritime,
André GAUTIER

Le Maire de la Ville de Fécamp,
Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK,



PROJET